Move fast and fix things: first-hand experiences from the French administration

Dr Frédéric Bardolle – Head of the digital services incubator of the French ministry of Defense

Senior leadership development program in public administration – April 21, 2021

Program

- 1/ Open data
- 2/ State startup
- 3/ Armed forces incubator
- 4/ Product: e-recruitment
- 5/ DevOps
- 6/ Product: ANAIS

Senior leadership development program in public administration – April 21, 2021

OPEN DATA

LOI n° 2016-1321 du 7 octobre 2016 pour une République numérique (1)

Retour au Sommaire du JO

Texte suivant >

- **■** Titre Ier : LA CIRCULATION DES DONNÉES ET DU SAVOIR (Articles 1 à 39)
 - ☐ Chapitre Ier : Economie de la donnée (Articles 1 à 29)
 - Section 1 : Ouverture de l'accès aux données publiques (Articles 1 à 16)

> Article 1

I.-Sous réserve des articles <u>L. 311-5</u> et <u>L. 311-6</u> du code des relations entre le public et l'administration et sans préjudice de l'article <u>L. 114-8</u> du même code, les administrations mentionnées au premier alinéa de l'article <u>L. 300-2</u> dudit code sont tenues de communiquer, dans le respect de la <u>loi n° 78-17 du 6 janvier 1978</u> relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, les documents administratifs qu'elles détiennent aux autres administrations mentionnées au même premier alinéa de l'article <u>L. 300-2</u> qui en font la demande pour l'accomplissement de leurs missions de service public.

Les informations figurant dans des documents administratifs communiqués ou publiés peuvent être utilisées par toute administration mentionnée audit premier alinéa de l'article L. 300-2 qui le souhaite à des fins d'accomplissement de missions de service public autres que celle pour les besoins de laquelle les documents ont été produits ou reçus.

A compter du 1er janvier 2017, l'échange d'informations publiques entre les administrations de l'Etat, entre les administrations de l'Etat et ses établissements publics administratifs et entre les établissements publics précités, aux fins de l'exercice de leurs missions de service public, ne peut donner lieu au versement d'une redevance.

II.-Le A de l'article L. 342-2 du code des relations entre le public et l'administration est complété par un 22° ainsi rédigé :

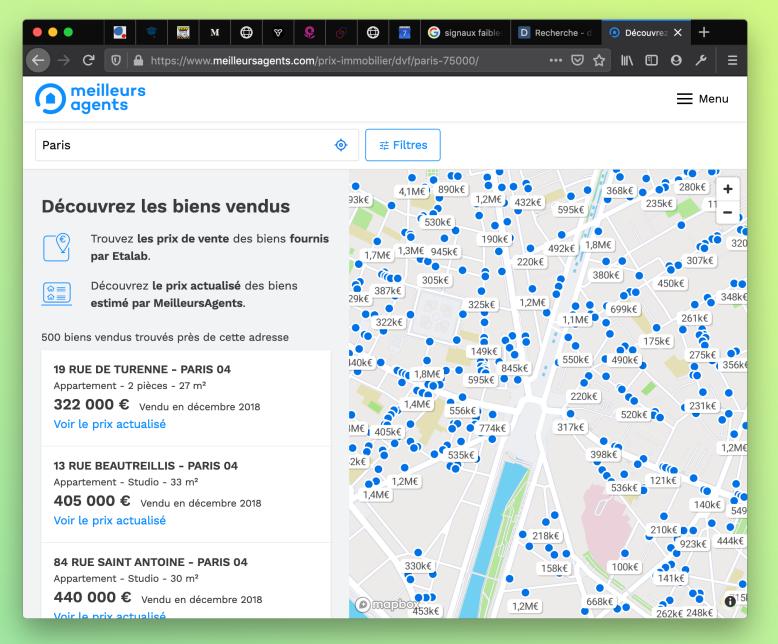
« 22° L'<u>article 1er de la loi n° 2016-1321 du 7 octobre 2016 p</u>our une République numérique. »

III.-Le titre Ier du livre III du code des relations entre le public et l'administration est applicable aux demandes de communication des documents administratifs exercées en application du I du présent article.

2016: Bill on a Digital Republic

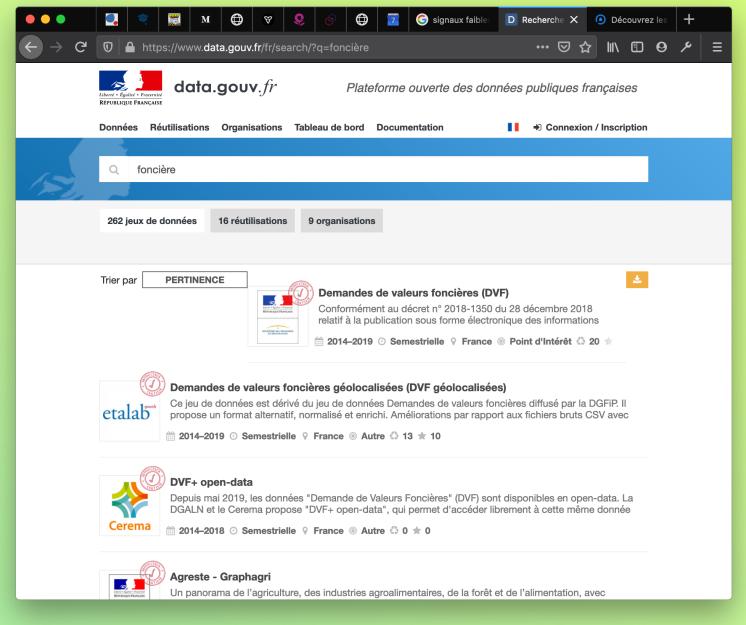
Axelle Lemaire, former minister for Digital Affairs





Open data create real world value





data.gouv.fr: an open-source portal

STATE STARTUPS

State startup?

A new way of building public services





What we offer?



1/ A real problem

2/ Users

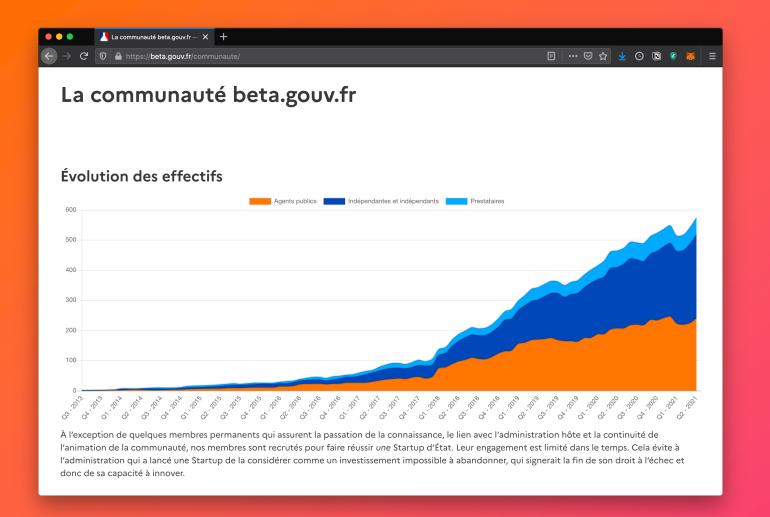
3/ Autonomy

4/ An intrapreneur

1/ A solution fixing the problem

2/...in less than 6 months

3/ ...that can continue



A growing community

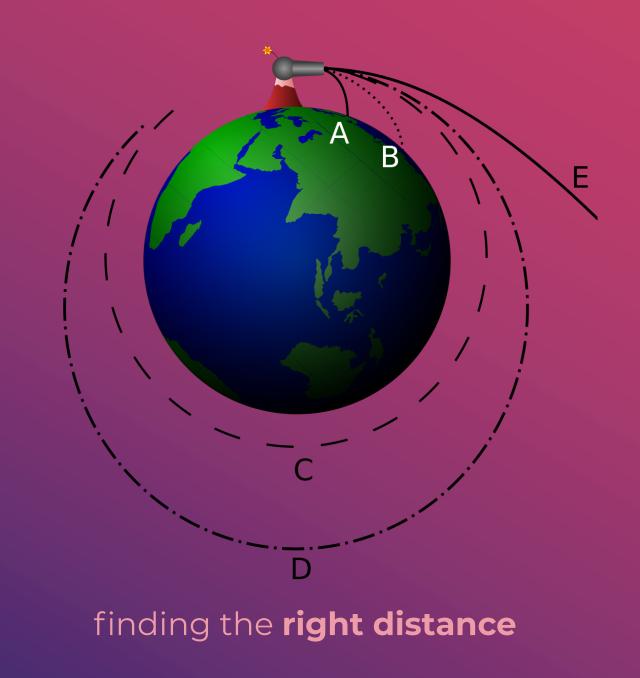


ARMED FORCES INCUBATOR



Fabrique numérique





PRODUCT: E-RECRUITMENT





Accueil

Civils de la Défense

Plateforme de recrutement du personnel civil contractuel

Mon espace candida

e-recruitment

A SaaS tool built by an administration

Nos offres > Responsable API technique F/H

Nos offres

- LocalisationBruz, Bretagne, France
- Niveau d'études
 Détenir au moins un bac + 5 ou école d'ingénieur
- Domaine professionnel Études et développement informatique
- Niveau d'expérience
 à 10 ans

Responsable API technique F/H

Descriptif de l'offre

Pour prendre en compte le phénomène de numérisation massif de notre société et répondre aux nouvelles menaces et opportunités qu'il engendre, le ministère des Armées conduit actuellement une transformation numérique d'ampleur. Pour y répondre la ministre des Armées a mis en place une direction générale du numérique (DGNUM).

La DGNUM traite de la stratégie, orchestre la transformation numérique et la gouvernance de la fonction informatique et télécom du ministère des Armées. Dotée d'une autorité fonctionnelle élargie, elle fixe les orientations majeures, coordonne les efforts, fédère les énergies et les actions.

Le CASID (centre d'appui au Système d'information de la Défense), lui est rattaché fonctionnellement et son périmètre est réparti en deux pôles :

- La maîtrise des SI dit « classiques » ;
- L'appui à la transformation numérique avec la création du Service d'Appui au



KPIs

© 1500+ recruitments

recruitment time divided by 3

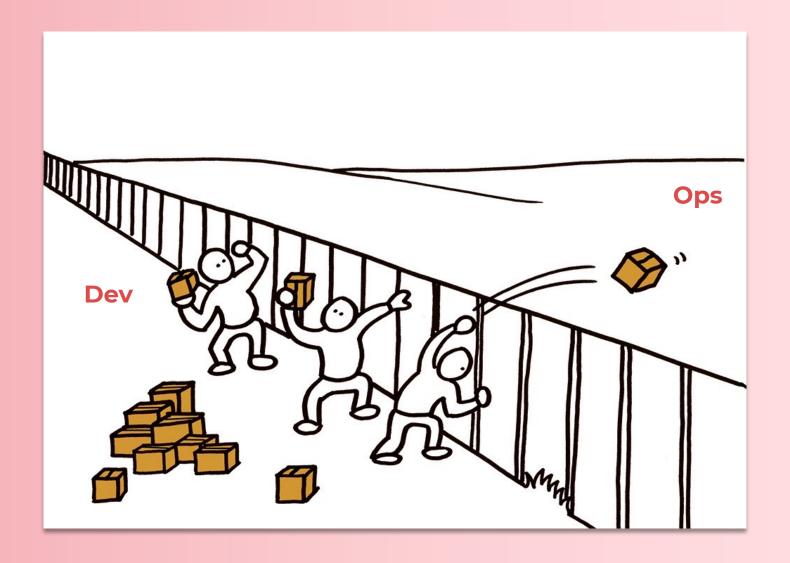
DEVOPS

Software, eating the world





Andreessen, 2011



Without DevOps, most team are using the "throw it over the wall" technique

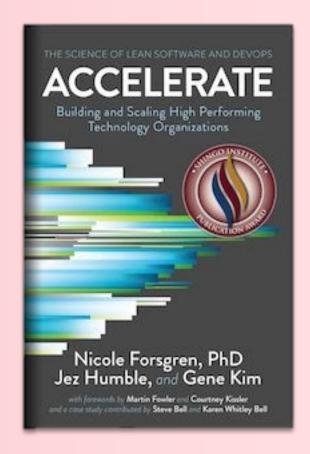


The answer has been around since the 70s:

the lean manufacturing



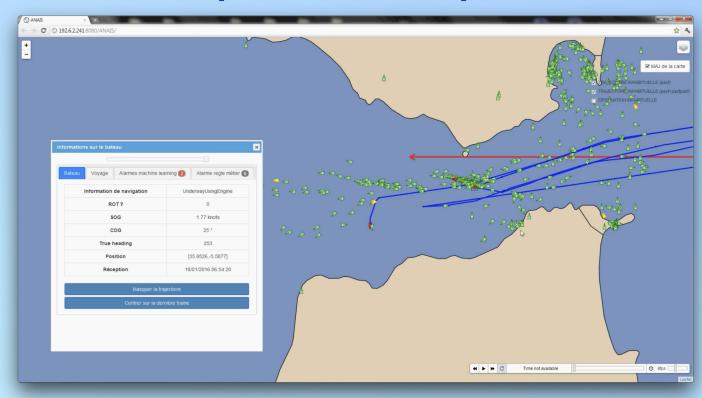
No more compromise between quality and rapidity



PRODUCT: ANAIS



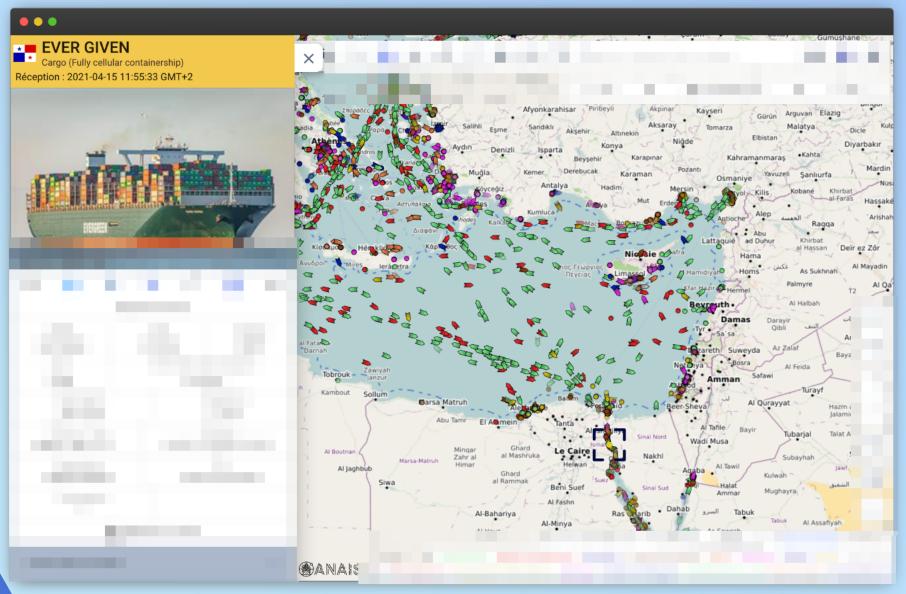
proof of concept



Lt Cdr Charles

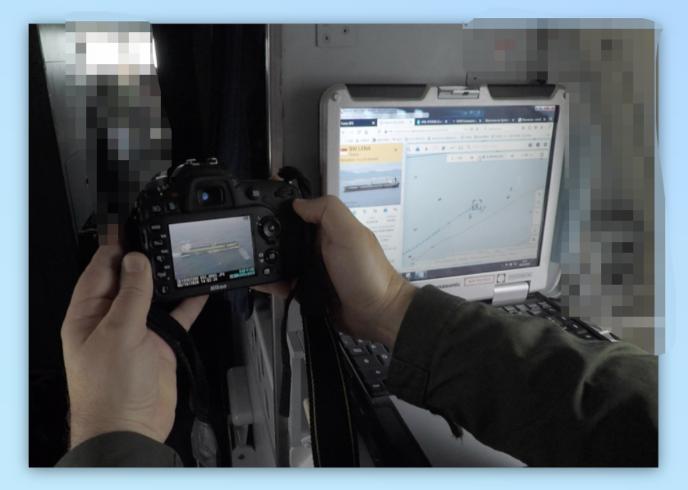


6 months later
first release in
production



continuous improvement ©

thanks to user feedback



ANAIS is a real

advantage for our

missions



two years ago, ANAIS was an idea Ů







Thank you for your time!

Could you give me your feedback about this lecture?

It only takes one minute and helps me to make each lecture better: https://forms.gle/XE8QaJE1xuZaQSQf6

Senior leadership development program in public administration – April 21, 2021